



La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

8 décembre 2003

Par l'équipedu Collectif

Numéro 150

Bonjour tout le monde ! Hier, le Cercle des pédagogies émancipatrices, un collectif international qui travaille dans la continuité de l'oeuvre de Paolo Freire, transmettait au Directeur Général de l'Unesco et aux ambassadeurs des pays concernés auprès de l'Unesco, la lettre ci-contre. Nous nous empressons de la transmettre au ministre Béchar, responsable de l'application de la loi 112.

Dans notre dernier bulletin nous vous avons mentionné qu'un texte avait été voté en séance plénière du séminaire tenu par le Cercle à l'Unesco du 17 au 19 novembre derniers, auquel nous participions.

En voyant cette lettre être proposée lors de la journée de clôture, nous avons pu prendre la mesure à la fois de l'intérêt que suscite notre expérience et du sérieux des inquiétudes soulevées par l'attitude du gouvernement face à la mise en application de la loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans quelques jours, il y aura un an que l'Assemblée nationale adoptait, à l'unanimité rappelons-le encore une fois, le projet de loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Un an plus tard, nous sommes fortement interpellés par le détournement de sens auquel nous risquons d'assister si le projet de plan d'action qui a fui par *Le Devoir* au début de novembre venait à se concrétiser.

Depuis mon retour d'Europe la semaine dernière, les activités publiques auxquelles j'ai eu l'occasion de participer m'ont permis de prendre la mesure de l'étendue du réseau que nous avons formé au cours des ans autour du projet de transformation sociale qui nous tient à coeur.

Une bonne place a été faite au Collectif dans la manifestation syndicale du 29 novembre dernier, qui a rassemblé au moins 20 000 personnes à Québec. Micheline Belisle et

(suite page suivante)



Un appui international

Texte d'une lettre transmise par le Cercle des pédagogies émancipatrices au Directeur général de l'Unesco et aux ambassadeurs des pays concernés auprès de l'Unesco

«Le Cercle des Pédagogies Emancipatrices vient de tenir les 17-18 et 19 novembre 2003 à l'UNESCO à Paris, un Séminaire International intitulé

Education pour la transformation sociale : questionnons nos pratiques

durant lequel 17 expériences d'éducation populaire et de formation par et pour le développement solidaire ont été échangées et analysées par leurs acteurs, par des universitaires, des chercheurs et des praticiens qui ont décidé de poursuivre ces travaux en se structurant dans un réseau ouvert d'action- recherche-formation.

Il ont été informés de décisions et d'orientations extrêmement préoccupantes concernant l'éducation et les pratiques émancipatrices :

■ **Au Mexique**, le Gouvernement vient de proposer dans le projet de Budget 2004 la suppression de toute une série d'institutions du secteur culturel et d'autres qui structurent actuellement la formation, la recherche et la « capacitation » en milieu rural, alors que le Séminaire vient précisément d'évaluer à quel point cette notion particulièrement développée au Mexique et l'expérience dans sa mise en oeuvre acquise par ces institutions, constituent de puissants outils d'éducation émancipatrice.

■ **En France**, les associations d'Education Populaire voient de jour en jour leurs moyens fondre et se mobilisent au niveau national fin novembre pour exiger la reconnaissance de leur travail et de leurs apports dans la lutte contre les exclusions de toutes formes.

■ **Au Québec**, une initiative qui a été analysée et valorisée par le séminaire vise à un Québec sans pauvreté et a réussi à conduire à l'adoption unanime par l'Assemblée nationale du Québec d'une loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Au moment où le plan d'action exigé de cette loi doit sortir, le Gouvernement du Québec donne toutes les indications qui sembleraient pervertir l'application de la loi en l'utilisant pour passer d'une lutte « contre la pauvreté » à une lutte « contre les pauvres ». Les participants et les réseaux d'associations d'Education Populaire et de formation s'élèvent avec force contre les décisions qui sont prises par les instances publiques de plusieurs pays qui annihilent ou mettent à mal les moyens qui permettent à ces pratiques sociales d'exister et de se développer.

Ils demandent à tous les acteurs de la vie politique et de la vie civile de ces trois pays en

(suite de la page précédente)

Renaud Blais y ont transporté au nom du Collectif et des personnes en situation de pauvreté le message des escaliers roulant à l'envers du bon sens.

Le recul n'est pas une option

Mardi dernier, le 2 décembre, l'Association de santé publique du Québec nous a réitéré son soutien à l'occasion des Journées annuelles de santé publique qui avaient lieu à Montréal. On m'y avait demandé de faire une conférence de clôture sur le rôle de l'État en lien avec le thème du Colloque qui était «Est-il possible de vivre heureux et en santé dans nos communautés rurales?». Sauf que, comme nous en avons convenu, pour que l'État joue un rôle, il va falloir que nous trouvions une façon de le lui imposer. À cette occasion plusieurs personnes, impliquées à divers titres dans le réseau institutionnel de la santé publique, ont exprimé leur appui et leur soutien. «On est avec vous», ont-elles dit.

Le lendemain, le 3 décembre, devant une salle pleine réunie pour une conférence midi de Centraide Québec d'une série sur «Vaincre la pauvreté», j'ai demandé au nom de quoi -- certainement pas au nom d'une élection -- laisserions-nous tomber ce que nous avons entrepris ensemble depuis 1998 et j'ai soumis qu'«après tout ce travail fait pour réclamer de se mettre en route vers un Québec sans pauvreté, le recul vers les préjugés, l'appauvrissement des plus pauvres et l'accroissement des inégalités entre riches et pauvres n'est plus une option.» Ce qui a été applaudi. Nous sommes peut-être maintenant, pour reprendre le texte de la conférence, «à l'étape de sonder notre détermination à continuer d'avancer et à refuser les reculs. À quelles conditions pourrions-nous arriver à imposer une dynamique incontournable ? Un gouvernement a besoin du consentement de la population pour gouverner. Nous restons maîtres de ce consentement. Comment pourrions-nous refuser de consentir à tout recul susceptible d'empirer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans notre milieu et continuer à imposer de poursuivre le chemin entrepris?»

C'est en ce sens que nous allons réfléchir lors de la rencontre du Collectif de jeudi qui vient, le 11 décembre, en solidarité avec toutes les actions de protestation qui auront lieu cette journée-là. On vous en reparle. En attendant, nous proposons deux gestes aux personnes rencontrés : 1. mettre bien en évidence l'affiche du Collectif et sa vision dans un lieu de travail ou de convivialité, et, à court terme, 2. acheminer «dans la machine» et aux éluEs en cause le texte d'un petit carton (copie sur le site Internet) qui demande un plan d'action qui a de l'allure, réitère le principe de l'amélioration prioritaire des revenus du cinquième le plus pauvre de la population et affirme que des reculs ne sont pas une option.

Et la suite du récit du voyage en Europe avec le croisement de savoirs sur richesses/pauvretés/monnaies/AVEC ? À venir sous peu. Sachez tout de même que l'escargot a fait des petits. Vivian

particulier de prendre la mesure des conséquences graves de ces décisions et de se mobiliser pour arrêter les démantèlements ou les détournements des outils mentionnés.

Ce texte a été voté à l'unanimité des participants au Séminaire présents à la séance plénière du Mercredi 19 Novembre 2003 et des représentants des organisations partenaires suivantes :

1. Mouvement des Réseaux d'Échanges Réciproques de Savoirs (MRERS), RERS d'Orléans Argonne (mrers@wanadoo.fr)
2. Maison pour un Développement Solidaire, France (madevsol@wanadoo.fr)
3. Advocacy France, France (advocacyparis@wanadoo.fr)
4. Institut d'innovation pédagogique Françoise Bernard - IFB (institutbernard@easynet.fr)
5. Secours Catholique (sc38.cause.commune@wanadoo.fr)
6. ATD Quart Monde, France-Belgique
7. Association Lillemonde (lillemonde2001@nordnet.fr)
8. Association La Noria de l'Oasis (noria.oasis@wanadoo.fr)
9. METAFORE (gildagnes@hotmail.com)
10. Institut Arapoty, Brésil (aldeia@institutoarapoty.com.br)
11. Grupo de Estudos sobre Educação, Metodologia de Pesquisa Ação -GEEMPA, Brésil (geempa30@terra.com.br)
12. L'école de la 2ème Chance, Saint Denis – France (y.deha@e2c93.asso.fr)
13. Réseau d'Ecoles Citoyen - RECIT (recit@recit.net)
14. Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) (adels@adels.org)
15. Hôpital traditionnel de Reur Massar, Sénégal. (htkm61@hotmail.com)
16. SPADES-SC, Mexique (erickquesnel@LatinMail.com)
17. Patronato Nacional de Alfabetización y Extensión Educativa (PNAEE), Mexique, (pnaee58@mx.inter.net)
18. Centre Lebret, France (lebreti@club-internet.fr)
19. Comité AVEC, Canada (mbelisle@mediom.qc.ca)
20. CEDAL Centre d'Etude du Developpement en Amerique Latine (cedal@globenet.org)
21. D-3-Pierres, entreprise d'insertion en agrotourisme, Canada (entretien@d3pierres.com)
22. Centro de Apoyo Pedagógico Paulo Freire A.C, Mexique (ireduch@hotmail.com)
23. Centro Cultural Escrava Anastacia, Brésil (romerosc@uol.com.br)
24. Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec (alpha@rgpaq.qc.ca)
25. Collectif pour un Québec sans Pauvreté, Canada (collectif@pauvrete.qc.ca / vlabrie@clic.net)
26. Centre Universitaire Economie Education Permanente - CUEEP, Lille (manavarro@libertysurf.fr)
27. Núcleo de Estudos sobre Poder e Organizações Locais (NEPOL) de l'École d'Administration Publique de l'Université Fédérale de Bahia (UFBA)
28. Centro de Ação Comunitária, Brésil (cedactrab@alternex.com.br)
29. Centre d'Etude et de Recherches sur les Politiques et les Pratiques Educatives (CERPP), Université Rennes 2, France»



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9. Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740
Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca